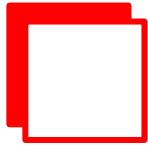


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°191 - 1,50 € Janvier 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



L'irrésistible chute de Sarkozy

Le pouvoir a toujours compris une dimension de mise en scène, destinée à renforcer la part d'autorité dont il se constitue. En se grandissant aux yeux de leurs sujets, les gouvernants cherchent à susciter crainte et admiration pour se faire obéir sans recours à la contrainte ouverte.

Nicolas Sarkozy a choisi d'infléchir cette dimension spectaculaire vers l'illusionnisme. Tout l'art de l'illusionniste consiste à faire croire aux spectateurs que l'on fait quelque chose alors que l'on ne fait rien ou autre chose, le tout en détournant leur regard et leur attention vers autre chose encore. Pour cela, il faut que l'illusionniste sature la communication par la parole, le geste, les mimiques, les paillettes, la lumière, etc., pour créer finalement un état de suggestion chez le spectateur capable d'induire en lui la plus naïve des crédulités, et finit par jurer avoir vu sortir un lapin d'un chapeau.

C'est ce que Sarkozy tente de faire depuis quelques mois. C'est à cette fin en tout cas qu'il colonise la communication médiatique, multiplie les déplacements *urbi et orbi* et les apparitions télévisées, alternant déclarations fracassantes, promesses alléchantes et affichage *people*. Le tout avec la complicité d'une claqué journalistique plus que jamais enchantée de porter la livrée du pouvoir et d'en célébrer la geste. Et, pendant ce temps-là, on en oublierait presque les mauvais coups portés par son gouvernement : démantèlement du droit du travail, institution de franchises médicales, parachèvement de la dégradation de l'assurance vieillesse, etc. Du grand art, pense-t-on, y compris dans nos propres rangs, où l'illusionnisme est haï mais dont l'art n'en est pas moins admiré.

En fait, Sarkozy est une piètre illusionniste. Tout en lui trahit l'amateur mal assuré. Et tout d'abord le non-respect de cette règle élémentaire de l'illusionnisme : le crescendo. Pour gagner la confiance du public il faut commencer par des petits coups faciles à réussir, puis monter progressivement en puissance. Or c'est tout le contraire qu'a fait Sarkozy. D'emblée, il a promis de nous décrocher la Lune : de relancer la machine économique, de faire reculer le chômage, d'augmenter le pouvoir d'achat, etc. Autant d'objectifs irréalisables et qu'il savait tels. Sa crédibilité ne peut qu'en souffrir.

Ensuite, la confusion des genres. Comme tout homme de spectacle, l'illusionniste doit respecter son public – ou du moins faire croire qu'il le respecte. Le cynisme lui est interdit. Or celui de Sarkozy n'est que trop évident. L'Etat français serait, paraît-il, quasiment en état de cessation de paiement ; mais il se fait voter par le Parlement une augmentation de traitement de 130 % après avoir refilé un cadeau fiscal de 15 milliards à ses copains et coquins de la *jet set*. Il glose sur « la politique de civilisation » (késaco ?) tandis que, sur ses instructions d'hier et d'aujourd'hui, la barbarie se donne de plus en plus libre cours dans la chasse aux « sans papiers ». Et il rejette déjà comme nul et non avenu tout rappel de ses promesses antérieures d'augmentation du pouvoir d'achat, non tenues parce qu'intenables au regard de ses propres orientations politiques.

Déjà le public murmure. Demain, il sifflera l'histrion et lui lancera des tomates mûres et des œufs pourris. Et il viendra un temps, moins éloigné qu'on ne le pense, où il finira par monter sur scène et casser la baraque de foire où il se produit actuellement encore.

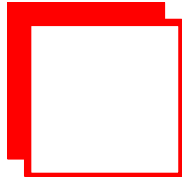


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 192 - 1,50 € Février - Mars 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Un cocufiage en règle

Fin octobre dernier, à Paris, s'est déroulé un événement à portée historique-mondial, bien que relevant aussi du carnet mondain : les épousailles de l'écologie et de l'économie, de Mme la Terre avec Monsieur le Capital. Baptisé « Grenelle de l'environnement », il avait été soigneusement préparé par des semaines de concertation entre les représentants des deux partis, MEDEF en tête d'un côté, associations, organisations et mouvements écologistes de l'autre. Et la cérémonie avait été célébrée en grande pompe par Bouffon Imperator* en personne, sous le haut patronage de Saint Nicolas Hulot, et couvert comme il se doit par les médias unanimes pour en souligner l'importance en tirant des salves d'éditos tous plus louangeurs les uns que les autres.

Certes, certains esprits chagrins avaient déjà fait remarquer alors que Monsieur le Capital avait soustrait du contrat de mariage certains éléments importants de son patrimoine. Il n'avait été question ni de sortir du nucléaire (pas question de peiner EDF et Areva) ni de dire non aux agrocarburants (pas question de pénaliser la FNSEA), bien au contraire. Ainsi, les déchets nucléaires étaient-ils d'emblée autorisés à continuer à s'entasser en polluant la planète pour les siècles des siècles ; tandis que les agrocarburants réputés « verts » devenaient la réponse de choix au réchauffement climatique, et ce alors même qu'ils constituent une catastrophe écologique potentielle au regard de laquelle on finira par regretter celle générée par l'usage des combustibles fossiles.

Les mêmes esprits chagrins faisaient aussi remarquer que les termes du contrat de mariage étaient souvent remarquablement flous quant aux obligations imposées à Monsieur tout en restreignant souvent les prétentions de Madame. Ainsi donnait-on la priorité au recyclage des déchets ménagers sur leur incinération... tout en autorisant la construction de nouveaux incinérateurs, à condition de prouver que c'est « un ultime recours ». Quant à la taxe carbone, le seul engagement était d'en « étudier la création ».

Dans ces conditions, il était prévisible que Monsieur le Capital reprenne rapidement ses mauvaises habitudes contractées lors de sa longue vie antérieure de célibataire, sans considération aucune pour ses engagements bien faibles envers sa nouvelle conjointe. Le tout avec la bénédiction de l'Etat, pourtant garant en principe du respect des engagements matrimoniaux. Ainsi, au mépris des promesses faites, de multiples projets de construction ou d'extension d'autoroutes (autour de Bordeaux, à travers les Landes, à travers la Moselle pour joindre Luxembourg, autour de Grenoble, à travers la Haute Savoie, entre Chartres et Tours, etc.), pour certains antérieurement abandonnés, sont mis ou remis sur la table par les DDE (directions départementales de l'équipement). Quant au projet de loi visant à interdire la culture des OGM, il vient d'être parlementairement modifié, en première lecture, en loi autorisant cette culture par le Sénat. Gageons que l'Assemblée nationale, qui doit l'examiner début avril, aura à cœur de bétonner cette nouvelle autorisation à polluer notre environnement.

Bref, moins de quatre mois après son mariage, Mme la Terre est bel et bien cocue ! Et, avec elle, tous les naïfs garçons d'honneur écologistes qui avaient tenu sa traîne lors de la cérémonie de cet automne. Ils ne restent plus qu'à pleurer avec elle sur sa vertu outragée.

* Cf. Alain Brossat, *Bouffon Imperator. Les cent (premiers, hélas) jours du Bouffon morbide*, Editions Ligne, 2008.

> BILAN DU GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

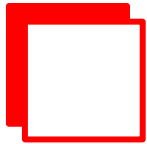


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 193 - 1,50 € - Avril 2008



Pour l'Emancipation Sociale!

Diafoirus Roi

Dans *Le Malade imaginaire*, Molière brocarde allégrement les médecins de son temps en mettant en scène un couple de tels charlatans, Diafoirus père et fils, aussi fats et sots l'un que l'autre. A l'époque, pour devenir médecin, il suffisait de savoir ânonner, en réponse aux questions portant sur les soins à apporter aux maladies les plus diverses, toujours la même formule dans un charabia latinisant : « *Clysterium donare, Postea seignare, Ensuita purgare* » (donner un lavement, puis saigner, ensuite purger).

Si, depuis Molière, la médecine est devenue sinon une science toujours exacte du moins une pratique qui fait appel à des savoirs scientifiques dûment constitués, on ne peut pas en dire autant de l'économie, malgré sa prétention souvent contraire. Encore moins peut-on accorder ce statut à la politique de 'nos' gouvernants, surtout quand ils tentent de la justifier en se référant, implicitement ou explicitement, au dogme économique néolibéral. Car, frappés de psittacisme comme les médecins de Molière, ne les entend-on répéter à longueur de discours que, pour redonner vigueur économique à un corps social bien atone et affaibli, il faut : « *Primo mercatam liberare, ensuite societatem deregulare, in fine Estatem privatisare !* » (d'abord libérer le marché, ensuite déréguler la société, enfin privatiser l'Etat !)

Leur foi dans les potions pourtant bien amères qu'ils administrent depuis des lustres au malade, sans que pourtant l'état de ce dernier ne s'améliore sensiblement, bien au contraire, se mesure dans le fait que, invariablement, ils concluent du constat de la médiocrité des résultats obtenus non pas à l'erreur de leur diagnostic et à l'inefficacité de leurs remèdes, mais tout simplement à la nécessité de persévérer dans la même voie en redoublant les doses administrées. Car il faut : « *Primo mercatam liberare, ensuite societatem deregulare, in fine Estatem privatisare* »

En fait, leur foi est à l'abri de tout doute et rien ne saurait l'ébranler. Pas même les protestations et les menaces du malade, de plus en plus mal en point, excédé par l'amertume des pilules qu'on lui fait avaler, par les promesses de guérison non tenues et par la condescendance avec laquelle ses médecins le traitent. C'est ce qu'on vient de constater à l'occasion des dernières élections municipales. Qu'ont conclu 'nos' gouvernant de leur sévère défaite ? Qu'il est urgent de persévérer dans la voie des 'réformes' entreprises et qu'il faut même en accélérer le rythme. Car le mécontentement des électeurs traduirait essentiellement leur impatience à voir aboutir les 'réformes' engagées. En somme, lorsque le malade se plaint du caractère inefficace et insupportable de la thérapie à laquelle on le soumet, les Diafoirus qui nous gouvernent se félicitent que, comme eux, le malade devenu enfin raisonnable a compris qu'il faut : « *Primo mercatam liberare, ensuite societatem deregulare, in fine Estatem privatisare !* »

LES FRANÇAIS ONT MANIFESTÉ LEUR IMPATIENCE

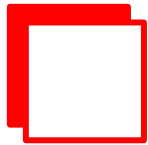


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 194 - 1,50 € - Mai 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Encore un effort, Monsieur le Président !

Monsieur le Président, à l'occasion de la fête du 1^{er} mai, au nom de tous les travailleurs de ce pays, et à quelques jours du 40^e anniversaire de mai-juin 1968 que vous affectionnez tant, nous tenons à vous adresser nos plus sincères félicitations pour l'œuvre que vous avez accomplie dans le cours de la première année de votre séjour élyséen. Et nous tenons par-dessus tout à vous encourager à poursuivre dans la voie dans laquelle vous vous êtes engagé. Car, de cette manière, vous nous apportez une aide précieuse, bien qu'à votre insu sans doute.

Par votre irréalisme tout d'abord, votre refus obstiné à considérer la réalité de la situation de notre pays et plus encore de notre planète. Ainsi maintenez-vous, comme tous vos collègues du G₈ au demeurant, le cap d'une politique néolibérale qui, à coup d'austérité salariale sans cesse accrue, ne peut que renforcer la spirale déflationniste dans laquelle les économies dominantes sont engagées et dont l'actuelle crise financière et bancaire n'est que le dernier symptôme en date. De même négligez-vous l'ampleur et la durée de la reprise de l'inflation qui s'attaque au pouvoir d'achat, déjà réduit par vos soins, des plus démunis – ce qui est en passe de faire de vous le Président de *la baisse* du pouvoir d'achat !

Par votre autisme ensuite, votre refus farouche d'entendre la sourde plainte et la grogne de plus en plus résolue qui montent du pays, et qui ont valu à bon nombre de vos partisans leur récente déculottée électorale. Encore n'est-ce rien en comparaison de ce qui se prépare : à coup sûr, une révolte de grande ampleur, peut-être même une révolution !

Par votre cynisme enfin ! Le cynisme avec lequel votre Premier ministre déclare que l'Etat est en faillite, alors que c'est vous-mêmes et votre prédécesseur (dont vous avez été vous-même ministre) qui en ont vidé les caisses à coup de réductions fiscales au profit de vos copains et coquins de nantis ! Le cynisme avec lequel vous reniez vos engagements antérieurs, par exemple en matière d'écologie, au point d'en indigner votre propre ministre en charge du dossier ! Le cynisme enfin avec lequel vous mentez en présentant toutes les mesures antisociales comme des progrès sociaux : les salariés du commerce vont ainsi avoir « *la liberté* » de travailler le dimanche et les chômeurs de plus de 57 ans et demi celle de continuer à chercher un emploi ! Le cynisme enfin avec lequel vous vous emparez de n'importe quelle cause dite humanitaire pour en faire autant d'arguments de propagande gouvernementale.

« *Les nations pourrissent comme les poissons, par la tête* » aurait dit un jour Mao Tsé Tong, lequel parlait en connaissance de cause. A ce compte, cela ne devrait pas tarder à sentir mauvais en France.

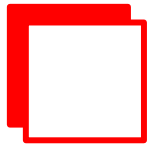


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°195 - 1,50 € - Juin 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Du PS au RPR

Ça y est, c'est reparti ! La fièvre footballistique à l'occasion de l'Euro 2008 ? Mais non ! Le Tour de France des junkies-à-pédales ? Vous n'y êtes toujours pas ! La ruée des juilletistes suivie par celle des aoûtistes ? Là, vous frôlez la banquise...

Non, ce qui est reparti, ce sont les grandes manœuvres en vue de désigner... le successeur de Hollande à la tête du PS, qui aura toutes les chances d'être le candidat 'socialiste' à la présidentielle de 2012. Les premiers à s'être déclarés, ce sont Ségolène Royale, la Reine des Sleeping Cars (RSC), et Bertrand Delanoë, le Roi du Vélib (RV). Sans doute, y en aura-t-il d'autres pour prendre part à un concours dont le déroulement s'annonce aussi fertile en coups bas et coups de théâtre que le résultat en est prévisible. Car quel/le que soit l'heureu/se élu/e, ce sera bonnet rose et rose bonnet. Ou, plutôt, bonnet jaune et jaune bonnet.

Là, on vous sent perplexe. Pourquoi ce changement de couleur, vous demandez-vous ? Tout simplement parce que, quel que soit celui/celle qui sera placé/e à la tête du PS, ce sera pour lui faire franchir le dernier stade de la longue et laborieuse mue qu'il a entamée depuis le début des années 1980. En effet, depuis sa renonciation à son programme social-démocrate et, du même coup, à son identité antérieure, le PS est engagée dans une douloureuse et tortueuse crise d'identité dont l'issue, retardée du temps du mitterrandisme et des victoires électorales des années 1980 et 1990, ne saurait plus être différée plus longtemps à la suite des revers électoraux successifs de ces dernières années. D'ailleurs, ses deux champions en lice l'ont déclaré l'une et l'autre : RSC en expliquant sa défaite de l'an dernier par le fait qu'elle avait menée une campagne trop... à gauche, alors même que cela a été la campagne 'socialiste' la plus à droite que l'on ait connu jusqu'alors en France; RV en publiant récemment un ouvrage dans lequel il se déclare à la fois « *socialiste et libéral* », selon les proportions bien connues de la recette qui a fait la réputation du pâté d'alouette !



N'en doutons pas. Qui que ce soit qui sera demain à la tête du PS, c'est bien de la liquidation de toute référence, même purement formelle et rhétorique, au 'socialisme' dont il/elle se chargera. Deux graves questions se poseront alors à lui/elle. La première portera sur le nouveau nom à donner à la formation dont il assurera la direction. Suggérons-lui de l'appeler Rassemblement pour la Réforme, puisque le sigle RPR est désormais libre de droits dans l'arène politique et que 'la réforme' (en fait la contre-réforme néolibérale) est devenue le mot fétiche qui sert de bannière à tous les éléphants du P'S' aussi bien qu'aux ânes de l'UMP.

Restera la question de la couleur servant de marque distinctive au nouveau parti. Le bleu, l'orange et le vert étant pris, le rose n'étant plus praticable, le rouge autant que le noir étant honnis, on ne voit guère de choix que celui du jaune. Au moins le peuple de gauche sera-t-il alors averti de la nature des gens pour qui il sera convié à voter et du sort qui l'attendra dans ce cas.

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°196 - 1,50 € - Juillet 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Penauds, polis et pitoyables

Inexorablement, la machine sarkozyste à privatiser, à déréglementer les marchés, à démanteler les acquis sociaux, poursuit son œuvre destructrice. Si elle a semblé un moment grippée et tourner à vide au début du printemps, après la déculottée de l'UMP aux élections municipales, elle est repartie de plus belle au cours de ces dernières semaines. Sans rencontrer de réelle résistance.

Nouvelle version du vieil adage « diviser pour régner », la tactique du gouvernement consiste à multiplier les chantiers, ouvrant ainsi autant de fronts, qui contraignent ses « opposants » à se disperser. Les voilà contraints à saucissonner la chétive conviction qui leur reste encore ! Quand sont lancés à peu d'intervalles un programme de suppressions massives de postes dans l'Education nationale, une nouvelle régression des régimes de retraite, l'asphyxie des chaînes publiques de télévision pour que puissent prospérer les chaînes privées, un nouveau train de déremboursement des soins médicaux, la privatisation de La Poste, etc, « l'opposition » politique et syndicale ne peut plus « opposer » à chacune de ces offensives qu'une dérisoire petite rondelle d'indignation.

Très occupé par ses conflits internes et peu enclin à contester des objectifs qui seraient en gros les siens s'il était au pouvoir, le PS ne dénonce que la méthode : le style hussard et le rythme frénétique. Quant aux organisations syndicales, en multipliant les « journées d'(in)action » ponctuelles, épuisant et démobilisant leurs troupes, elles ont en définitive accompagné la démarche gouvernementale tout en faisant mine de la désapprouver. Ce qui a permis à Sarkozy de plastronner devant les cadres de l'UMP en déclarant : « Désormais, quand il y a une grève, on en parle même plus ! ». Thibaud, Chérèque, Mailly et Aschiéri ont répondu en chœur que c'est très vilain de les traiter ainsi. Penauds, polis et pitoyables. Il est vrai qu'il leur était difficile d'adopter une autre posture face à un Président qui a fort bien résumé une stratégie qui est la leur autant que la sienne. Sans doute n'avaient-ils pas prévu que le matamore de l'Elysée oserait les humilier en rendant publique cette stratégie commune, honteuse pour eux, mais glorieuse pour lui.

Sarkozy leur avait déjà fait perdre la face en les roulant dans la farine dans une autre circonstance: sous couvert d'une loi censée garantir leur sacro-sainte représentativité, le gouvernement a imposé par la loi des dispositions autorisant les entreprises à faire travailler leurs salariés jusqu'à 48 heures par semaine. Puis le pouvoir s'en est pris sauvagement au temps de travail des cadres qui vont devoir trimer comme jamais. Là, les cris d'horreur des dirigeants de la CGC ne semblaient pas feints, mais dérisoires quand même. Ignorent-ils vraiment que le capitalisme n'est plus dans une phase où un Bergeron pouvait, lui, sauver une certaine cohérence -ainsi que sa dignité- en trouvant toujours du « grain à moudre » dans une négociation ?

Pour les travailleurs, c'est clair : la stratégie syndicale dominante est désastreuse. S'ils veulent défendre ce qui reste d'acquis sociaux, et en conquérir de nouveaux, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes : sur leur propre détermination, leur propre capacité à se mobiliser, à s'organiser et à lutter. Seul un mouvement de grèves massif et de longue durée pourra faire cesser cette politique de casse dont le caractère de classe n'est plus à démontrer tant il est devenu évident.

SARKO insiste :

On a des syndicalistes

FOR-M-I-DA-BLES !

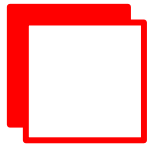


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°197 - 1,50 € - Août 2008



Pour l'Emancipation Sociale!

Sidérantes balivernes libérales

Pour continuer à dominer, la classe dominante s'efforce de camoufler - par de la propagande - les aberrations et contradictions du système grâce auquel elle prospère. Ce constat est partagé par beaucoup de militants. Lesquels, par contre, sont beaucoup plus réservés quand il s'agit d'évaluer le degré d'acceptation (adhésion ? soumission provisoire ?) par la classe dominée de l'irrationalité et des balivernes libérales abondamment déversées par tous les orifices médiatiques.

Prenez l'exemple de la régression Fillon sur les retraites (notez qu'en novlangue on doit prononcer « réforme » des retraites...). Le calcul simple qui prouve qu'il est parfaitement possible d'accorder à tous une retraite à taux plein après 37,5 années de cotisation - et même moins - reste méconnu, s'il n'apparaît pas comme fantaisiste; s'il a pu être accessible à ceux qui étaient dans la lutte en 2003, il ne reste plus aujourd'hui que quelques petites organisations pour refaire ce calcul et défendre courageusement les conséquences qui en découlent. Le patronat et ses porte-parole imposent, eux, une vision aberrante des choses. Où on nous affirme qu'il serait impératif de faire travailler plus longtemps les aînés pour ne pas manquer d'actifs, alors que dans le même temps le système interdit totalement ou partiellement d'emploi plus de cinq millions de personnes plus jeunes ! Et où, de manière tout aussi incohérente, on s'efforce de nous faire croire que des fonds de pension auraient la vertu magique de créer plus de richesses que des retraites distribuées par répartition. C'est la vision délirante de la bourgeoisie qui l'emporte; la défaite idéologique du prolétariat est si écrasante qu'elle en appelle d'autres, sur le même sujet : maintenant que la loi des 40 annuités semble majoritairement acceptée, les responsables syndicaux font semblant de se battre en refusant... les 41 annuités. Jusqu'à quand ?...

On pourrait multiplier les exemples où confusions et irrationalité sont martelées et chevillées dans les esprits: l'esbroufe d'un « Grenelle de l'environnement » serait une réponse adéquate à la destruction de la nature par les forces du capital; un allègement des « charges » serait toujours un progrès alors qu'il provoque systématiquement en aval une baisse du salaire indirect; l'efficacité du privé serait supérieure à celle des services publics; diminuer les horaires et supprimer des postes d'enseignants serait un plus pour l'Education Nationale (voir pages 11 et 12); privatiser la Sécu et tous les hôpitaux (voir pages 13 et 14) permettrait d'améliorer l'offre de soins à moindre coût, etc., autant d'idioties que faits et chiffres démentent clairement, mais qui deviennent néanmoins des vérités indiscutables à force d'être répétées.

On connaît l'importance du chômage dans la domestication des esprits. D'autres éléments sont certainement à prendre en compte, moins bien analysés. C'est dommage, car l'effet des balivernes libérales est sidérant. Doublement : ça vous sidère le militant, étonné que sa rationalité reste inopérante; ça vous sidère aussi les opprimés, paralysés par des attaches idéologiques qui peuvent empêcher l'émergence d'un mouvement social, le freiner ou le conduire dans l'impasse s'il vient à prendre son essor.

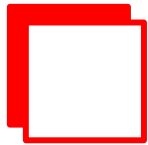


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°198 - 1,50 € - Septembre - octobre 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Panique

La fête financière est finie ! Partout, les Bourses craquent et les banquiers serrent les fesses, avant de mettre pour certains la clef sous la porte, en laissant les épargnants et les boursicotiers pleurer leurs économies perdues avec leurs illusions de rentes à vie et de gains faciles. Et, selon la sacro-sainte habitude que l'on socialise les pertes si l'on privatise les bénéficiaires, l'Etat, hier encore suspecté voire maudit, est sommé de voler au secours d'un capital financier aux abois.

Qu'il faille pour cela violer quelques principes, les irresponsables qui nous gouvernent n'en ont cure. Si Paris vaut bien une messe, le sauvetage de Wall Street vaut bien quelques accrocs au bréviaire néolibéral. Lorsqu'il s'avère que la « main invisible » du marché se met à trembler et à tâtonner dans le vide, il est grand temps de faire appel à la main de fer de l'Etat. Laquelle s'apprête à plonger dans la poche du contribuable pour y prélever ce que des années d'austérité salariale y ont laissé subsister d'épargne. C'est ainsi un minimum de 700 milliards de dollars que les contribuables étatsuniens vont être contraints d'offrir en manne au capital financier pour éponger ses dettes. Avant que leurs homologues européens ne soient invités à en faire autant.

Sans garantie d'ailleurs que le remède ne soit pas pire que le mal. Car gageons que, sitôt les plus urgentes de ces dettes épongées, le plus gros du cadeau sera, lui aussi, offert à ces Moloch que sont les marchés financiers, toujours assoiffés d'argent frais comme les vampires le sont de sang. A ce compte, la spéculation a encore de beau jour devant elle.

Certes, des voix s'élèvent pour dire qu'il faudrait enfin songer à moraliser des comportements devenus prédateurs et réguler des marchés devenus ivres. Dans ce registre, ne manquant jamais une occasion de se mettre en valeur, notre Tartarin élyséen n'a pas été en reste. Et, une fois de plus, il a conjugué mensonge et illusion. L'illusion, c'est que le capitalisme puisse être moralisé et la finance ramenée à la raison : comment moraliser et rationaliser un mode de production dont le principe est de sacrifier tout et tous à la valorisation du capital, de sacrifier la nature et les hommes à l'accumulation indéfinie de marchandises, de moyens de production et de titres de propriété ?

Quant au mensonge, d'ailleurs répété ces jours-ci à longueur de colonnes par les perroquets qui occupent les tribunes médiatiques, c'est de faire croire que tout va s'arranger en tempérant le fonctionnement des marchés par un peu de régulation. Alors que le fond de l'affaire est que cette crise résulte non pas de l'échec des politiques néolibérales mais de leur réussite même : du déséquilibre qu'elles ont réussi à produire dans le partage de la valeur créée entre salaires et plus-value, par conséquent du déséquilibre fantastique existant au niveau mondial entre l'accumulation des titres de propriété et de crédit dans la sphère financière, qui demandent tous à se valoriser, et le volume de la valeur effectivement réalisable dans ces conditions, contrainte par l'austérité salariale. En somme une très classique crise de surproduction, telle que l'économie en génère périodiquement comme la condition même de sa reproduction.

**KRACH
FINANCIER**

RASSUREZ-MOI,
BOLLORE, VOUS
AVEZ TOUJOURS
VOTRE YACHT?

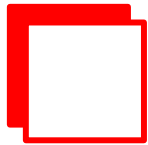


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°199 - 1,50 € - Novembre 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



En toute immodestie !

Depuis le temps que vous nous fréquentez, vous avez fini par nous connaître. Vous savez qu'il n'est pas dans nos habitudes de nous jeter des fleurs et de péter plus haut que notre cul. Sans avoir été élevés par les curés et les bonnes sœurs, nous avons tout de même de l'éducation !

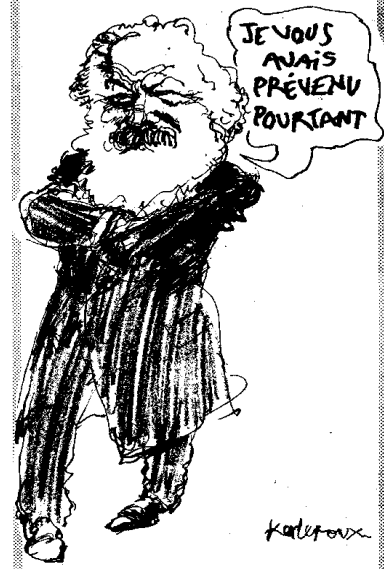
Mais cette fois-ci, on n'y résistera pas : devant la déconfiture des marchés financiers, des banquiers, des entrepreneurs et de leurs idéologues patentés, dont la crise a fait éclater les baudruches verbales qui leur tenaient lieu d'analyses en même temps qu'elle fait dégringoler les Bourses qu'ils voyaient monter au ciel, on ne peut s'empêcher de souligner que nous soutenons depuis vingt ans⁽¹⁾ la thèse que, non seulement les politiques néolibérales font le malheur de l'humanité, mais qu'elles vont entraîner tout le monde, y compris le capital lui-même, vers la catastrophe. Et cela pendant que des cohortes de journalistes, d'universitaires, d'hommes politiques et d'hommes d'affaires chantaient les vertus du capitalisme libéralisé et mondialisé. Avec quelques petits groupes, nous avons été parmi les rares qui n'ont jamais cru aux balivernes débitées par les moulins à prière du capital. Contre marées mondialistes et vents néolibéraux, nous avons maintenu notre conviction que ce monde finira par s'écrouler comme un château de cartes.

Le rappel de la validité de notre analyse est d'autant plus nécessaire que la cohorte des faillis idéologiques susmentionnés continue à tenir le haut du pavé médiatique et à nous faire la leçon. N'entend-on pas cette basse-cour roucouler aujourd'hui « *Rerégulons, rerégulons !* » comme elle a caqueté des années durant « *Dérégulons, dérégulons !* », avec le même psittacisme dans la forme et la même stupidité sur le fond. L'art de psalmodier de concert est décidément le seul dans lequel excelle ce genre de volatiles.

Nous autres, les minoritaires si souvent raillés et déconsidérés – archéomarxistes, attardés du XIX^e siècle - nous nous félicitons aujourd'hui de ce que, étant tombés tout petits, à l'âge où l'on s'éveille à la politique, dans la potion magique du *Capital*, nous avons compris une fois pour toutes que le capitalisme reste aujourd'hui ce qu'il était hier et ce qu'il sera demain s'il réchappe de sa crise actuelle: un mode de production fondamentalement contradictoire et donc instable, dans lequel l'accumulation des forces productives de la société ne peut venir que buter inexorablement sur les limites que lui impose la propriété privée des moyens de production; et qu'aucune innovation technique, aucune 'nouvelle frontière', aucune sophistication financière ne pourront jamais le délivrer de cette contradiction.

Les circonstances présentes nous autorisent à jouer les immodestes et à nous amuser un instant des inquiétudes et des contorsions idéologiques ridicules de nos adversaires de classe. Ils sont déstabilisés; c'est plaisant. Mais ils pourraient se rétablir si le prolétariat ne songe pas à les bousculer un peu plus; ça, ce serait moins réjouissant.

CRISE :
LA REVANCHE
DE KARL MARX



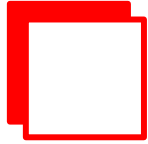
(1) Le numéro 200 va correspondre à vingt ans de parution

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°200 - 1,50 € - Décembre 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Pour qu'ils se taisent et laissent la place

C'est à se taper la tête contre les murs. Les prescripteurs des saignées et purges qui nous sont administrées depuis des décennies, s'intronisent médecins attirés du Royaume et s'autorisent à continuer de sévir, malgré l'échec cuisant de leurs thérapies. Ils prétendent même être capables de peaufiner leur savante pharmacopée.

Le comble est que presque aucun perroquet journalistique des médias dominants ne s'aventure à remettre ces Diafoirus de l'économie à leur place. Il serait pourtant si simple de citer un certain Nicolas S. qui défendait en 2007 le modèle bancaire anglo-saxon qui devait permettre à "tous" de devenir propriétaires en adossant les prêts contractés sur la valeur hypothécaire du bien, lequel ne pouvait que croître tant l'envolée des prix immobiliers semblait être un processus irréversible. Le candidat président stigmatisait alors les banquiers français, frileux et exigeants trop de garanties de la part de leurs emprunteurs. Bref, en 2007, plus "subprimes" que Sarko ... tu t'appelais Georges Bush.

Depuis ces temps lointains, l'amnésie médiatique a eu tout le loisir de faire son oeuvre. Le mari de la chanteuse a eu le temps de changer de costume. Il va nous tirer du guêpier dans lequel lui et tous ses prédécesseurs, maîtres à penser, amis économiques et politiques nous ont fourrés. Aujourd'hui on renfloue et on rase gratis les copains du sérail, mais on finit de tondre soigneusement et méthodiquement le peuple, bien au ras du cuir. Intérêts de classe obligent.

Nos dirigeants se sont montrés d'une incompetence crasse à analyser les signes annonciateurs du désastre actuel. Certes, il eût fallu qu'ils se livrent à une auto-critique, dont le moins que l'on puisse dire est que cela ne constitue pas un domaine d'excellence et de prédilection pour ces champions du "rien de ce que nous préconisons ne marche et surtout continuons".

C'est la mise en oeuvre de "la politique" de ces élites "brillantes", cornaquées par la finance trans et multi-nationale qui est la cause de la crise majeure que nous vivons. Le peuple, pendant ces dernières décennies, endormi par la tisane idéologique frelatée des défenseurs du capitalisme indépassable a pensé bon de courber l'échine pour cette ligne droite qui nous a conduit droit dans le mur.

L'heure est sans doute proche pour les classes populaires de «descendre dans les plaines» et de démolir l'ensemble des remparts branlants de cette mythologie aliénante. Dans la perspective de l'avènement de ce projet, il devient évident qu'«ils devront tous partir» et laisser la place nette.

«Ça va tarter!». Le temps est certainement venu pour nous de «solder les comptes» et d'enfin faire changer de camp, la crainte et l'anxiété.

